

Afrique du Sud/Politique

Nouveau coup dur judiciaire pour Zuma

AFP

Johannesburg/Afrique du Sud

Le président pourrait faire face à un procès pour corruption.

LA justice sud-africaine a rouvert la voie hier à un éventuel procès pour corruption contre le président Jacob Zuma dans une affaire de ventes d'armes qui tient le pays en haleine depuis une bonne dizaine d'années.

Dans un jugement lu à l'audience par le juge Eric Leach, la Cour suprême d'appel de Bloemfontein (centre) a rejeté un appel du chef de l'Etat contre la décision de relancer contre lui 783 inculpations de corruption, fraude fiscale et extorsion de fonds dans le cadre de ce dossier.

Très attendue, cette décision renvoie la balle dans le camp du parquet général sud-africain (NPA), qui doit désormais décider de relancer ou non le dossier et, éventuellement, de renvoyer Jacob Zuma devant un tribunal.

A la pointe du combat contre le chef de l'Etat, le principal parti d'opposi-

tion, l'Alliance démocratique (DA), a salué une "victoire pour la justice, pour l'Etat de droit et pour l'Afrique du Sud".

"La loi s'applique à tous, quel que soit son statut", s'est félicité le chef de la DA, Mmusi Maimane, devant la presse. "Si le président est innocent comme il le clame, il doit laisser un tribunal en juger", a-t-il ajouté.

La présidence s'est pour sa part réjouie dans un communiqué que M. Zuma puisse désormais "présenter ses arguments" au parquet afin qu'il rende "une décision fondée".

L'actuel chef de l'Etat est accusé d'avoir touché, alors qu'il était vice-président, des pots-de-vin pour un contrat d'armement de 4,2 milliards d'euros (2 751 milliards de francs) signé en 1999 par l'Afrique du Sud avec plusieurs entreprises européennes, dont la française Thales. Il avait alors été formellement inculpé, mais ces poursuites avaient été abandonnées en 2009 au motif qu'elles avaient été, selon le parquet général, motivées politiquement.

BATAILLE POLITIQUE. M. Zuma était alors engagé

dans une furieuse bataille politique avec le président de l'époque, Thabo Mbeki. Limogé de son poste de vice-président en 2005 à cause de son inculpation, M. Zuma avait pris sa revanche en accédant en 2007 à la direction du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), puis en obtenant la chute du président Mbeki un an plus tard. Opportunément libéré de toute poursuite, M. Zuma a accédé à la présidence de l'Afrique du Sud après les élections de 2009.

Depuis huit ans maintenant, l'Alliance démocratique a multiplié les requêtes devant la justice pour obtenir la réouverture du dossier.

Elle a enfin obtenu satisfaction en 2016, lorsqu'un tribunal de Pretoria a jugé "irrationnel" l'abandon des poursuites engagées contre M. Zuma. Mais le parquet général et le président Zuma ont fait appel de cette décision.

"Les appels sont rejetés", a confirmé hier la Cour suprême d'appel. "Les raisons avancées pour interrompre les poursuites (...) ne résistent pas à l'examen", a justifié le juge Leach.

Cette décision constitue un nouveau coup dur pour M.



La décision de la Cour suprême d'appel de Bloemfontein, ouvrant la voie à un éventuel procès pour corruption, a de quoi plonger le président Jacob Zuma dans une profonde perplexité.

Zuma, déjà affaibli par une série de scandales qui perturbent la fin de son règne. C'est un "revers significatif", a commenté à l'AFP l'expert en droit constitutionnel Lawson Naidoo. Le président "peut désormais saisir la Cour constitutionnelle", la plus haute instance judiciaire du pays, "mais il semble qu'il n'ait pas de raison juridique de le faire", a-t-il estimé.

"PLUS FRAGILE" • M. Zuma doit quitter la présidence sud-africaine au terme de son deuxième et dernier mandat à l'issue des élections générales prévues en 2019.

Son parti, le Congrès natio-

nal africain (ANC), doit choisir en décembre son successeur à sa tête et, en cas de victoire du parti en 2019, à celle du pays.

Dans cette course, M. Zuma soutient son ex-épouse Nkosazana Dlamini-Zuma avec l'objectif, disent ses détracteurs, qu'elle lui garantisse son immunité judiciaire. Son principal adversaire est l'actuel vice-président Cyril Ramaphosa.

Le jugement rendu hier "va renforcer ceux qui au sein de l'ANC souhaitent négocier le départ" anticipé de M. Zuma de la présidence, a estimé l'analyste politique Ralph Mathekga, "il est devenu beaucoup plus fragile".

L'Afrique en bref

• **Egypte/Attaque.** Six soldats morts dans le Sinaï

Six soldats égyptiens ont été tués par "des éléments terroristes" dans une attaque dans le nord du Sinaï, a annoncé hier le porte-parole de l'armée sur son compte Facebook.

• **Kenya/Opposition.** Deux manifestants tués par balle

Deux partisans de l'opposition, qui participaient hier à une manifestation dans la ville de Bondo, dans l'ouest du Kenya, ont été tués par balle lors d'affrontements avec la police, a-t-on appris auprès de plusieurs témoins.

• **Madagascar/Politique.** Mort de l'ancien président Zafy



L'ancien président malgache Albert Zafy, qui a dirigé la Grande Ile de 1993 à 1996, est décédé hier à l'âge de 90 ans à la Réunion. Les autorités malgaches n'ont pas précisé les causes de son décès.

• **Mali/Sécurité.** Quatre jihadistes tués dans le centre

L'armée malienne a annoncé avoir tué quatre jihadistes présumés, après l'égoûrement d'un civil soupçonné de fournir des renseignements aux militaires dans le centre du pays, près de la frontière avec la Mauritanie, dans un communiqué publié jeudi soir.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Nucléaire.** Trump veut durcir l'accord avec l'Iran sans en sortir

Le président américain Donald Trump a appelé hier le Congrès à durcir l'accord international qui vise à empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique, sans pour autant aller jusqu'à le "déchirer" comme il l'avait promis en campagne.

• **Syrie/Conflit.** Déploiement turc dans la province rebelle d'Idlib

La Turquie a déployé des dizaines de soldats et des blindés dans la province syrienne d'Idlib pour y instaurer une "zone de désescalade" visant à faire taire les armes dans cette région contrôlée par des jihadistes.

Espagne/Politique

Le président catalan pris entre deux feux

AFP

Barcelone/Espagne

LE président catalan était pris hier sous les feux croisés des factions les plus dures du mouvement séparatiste qui le pressent de proclamer l'indépendance de la Catalogne et des entreprises qui quittent la région en masse.

Carles Puigdemont a été sommé par le gouvernement espagnol de "clarifier" la déclaration unilatérale d'indépendance qu'il avait suspendue aussitôt après l'avoir annoncée mardi.

Si jeudi il n'a pas fait marche arrière, Madrid annoncera les mesures nécessaires pour suspendre l'autonomie de cette région de 7,5 millions d'habitants, un acte inédit depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne et susceptible de mettre le feu aux poudres.

Depuis cet ultimatum, le leader séparatiste est pris entre d'un côté les milieux d'affaires qui prédisent une "catastrophe" en cas de divorce avec Madrid et commencent à fuir la région et, de l'autre, la frange la plus dure des indépendantistes qui réclame un passage en force pour met-

tre en œuvre dès maintenant le processus d'indépendance. Et ce en s'appuyant sur les résultats du référendum d'autodétermination interdit du 1er octobre.

"AUCUN SENS" • Les séparatistes affirment avoir remporté le référendum avec 90% des voix et 43% de participation, des chiffres invérifiables en l'absence d'une commission électorale indépendante. Le scrutin a été décrété illégal par la justice espagnole, antidémocratique par Madrid et les leaders européens ont insisté sur le fait qu'ils ne reconnaîtraient pas l'indépendance de la Catalogne en l'état.

L'influente association indépendantiste Assemblée nationale catalane (ANC) a pressé M. Puigdemont d'aller de l'avant.

"Face au rejet par l'Etat espagnol de toute proposition de dialogue, maintenir la suspension de la déclaration d'indépendance n'a plus aucun sens", insiste l'ANC, organisatrice depuis plusieurs années de grandes manifestations séparatistes.

Carles Puigdemont, qui hormis quelques tweets s'est fait discret depuis mardi, n'a pas réagi à ces

injonctions. Concernant la situation économique, il a déclaré mardi devant le Parlement régional que la décision de dizaines d'entreprises de transférer leur siège social hors de Catalogne n'avait "pas un véritable impact sur notre économie".

"UNE CATASTROPHE"

Mais du côté des milieux d'affaires, le ton est tout autre. Ils sont nombreux à craindre un mouvement irréversible et une répétition du scénario au Québec lorsque, après l'arrivée au pouvoir des indépendantistes en 1976, plus de 200 entreprises avaient déménagé leurs sièges sociaux en quelques mois, pour ne jamais revenir.

"C'est une catastrophe pour la Catalogne et son économie. Je doute fortement qu'une seule entreprise revienne avant au moins trois à cinq ans de stabilité absolue", s'alarme dans El País Juan Ignacio Sanz, spécialiste des questions bancaires à l'Ecole de Commerce de Barcelone ESADE.

Les agences de notation observent la situation de près. La semaine dernière, Standard and Poors (SP) et Fitch avaient dit envisager un abaissement de la note



Depuis l'ultimatum adressé par Madrid, le chef de l'exécutif catalan, Carles Puigdemont, est pris entre le marteau des milieux d'affaires et l'enclume de la frange la plus dure des indépendantistes.

de la dette de la Catalogne, déjà classée en catégorie spéculative, ce qui l'empêche de se financer sur les marchés internationaux.

Jeudi, SP a même souligné le risque d'une récession en cas de crise prolongée dans cette région qui est, avec 19% du PIB espagnol en 2016, l'une des plus riches d'Espagne mais aussi l'une des plus endettées, à hauteur de 35,4% de son PIB.

L'impact sur le tourisme commence à se faire sentir en Catalogne, qui accueille un visiteur sur quatre en Espagne. Dans certains hôtels de Barcelone, les prix

des chambres ont chuté de moitié.

Selon le journal économique en ligne El Confidencial, l'ouverture fin février dans cette ville du Congrès mondial de la téléphonie mobile (MWC), le plus grand salon du genre dans le monde et source majeure de revenus pour elle, est également menacée et susceptible d'être retardée. "Nous continuons à surveiller les événements en Espagne et en Catalogne et à évaluer tout impact potentiel", a réagi une porte-parole du Congrès, interrogée par l'AFP, sans démentir l'information.